

## ARTICULER CHANGEMENT CLIMATIQUE, REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE ET REPOSE HUMANITAIRE POUR AUGMENTER LA RESILIENCE DES POPULATIONS VULNERABLES

*Fondée en 1945, CARE est l'un des plus grands réseaux humanitaires mondiaux, apolitiques et non confessionnels. En 2014, CARE était présent dans 90 pays auprès de 72 millions de personnes dans les situations de réponses à l'urgence ou dans des contextes d'aide à long terme. Les catastrophes naturelles, dont les conséquences sont exacerbées par le changement climatique, constituent une menace pour les populations avec lesquelles nous travaillons chaque jour. Les communautés les plus pauvres et vulnérables sont très souvent les plus impactées par les catastrophes car elles ont des ressources plus limitées. Les inégalités de genre couplées au changement climatique accroissent les risques encourus pour les femmes.*

### L'IMPACT DES CATASTROPHES NATURELLES EN HAUSSE EN PARTICULIER POUR LES POPULATIONS VULNERABLES

Selon les Nations Unies, les catastrophes naturelles induisent un coût annuel moyen de 95 milliards de dollars<sup>1</sup>, et touchent directement 211 millions de personnes chaque année, soit cinq fois le nombre des victimes de conflits<sup>2</sup>. Les risques de catastrophes représentent ainsi un enjeu majeur pour les acteurs de l'aide humanitaire et bailleurs de fonds : il s'agit non seulement de pouvoir répondre à ces catastrophes lorsqu'elles surviennent mais aussi d'en réduire les impacts en s'y préparant et en les prévenant au mieux.

Entre le Sommet de la Terre de 1992 et 2012, 4,4 milliards de personnes soit l'équivalent de 64% de la population mondiale a été affecté par une catastrophe<sup>3</sup>, avec un coût de 2 000 milliards de dollars<sup>4</sup>. En 2015 et 2016, deux processus internationaux majeurs auront lieu autour de la réduction des risques de catastrophes (RRC) et de l'action humanitaire : le renouvellement du Cadre d'Action de Hyōgo et le Sommet Humanitaire Mondial. 2015 est aussi l'année où doivent se sceller l'accord de Paris suite à la COP21 et les Objectifs de Développement Durable.

Cet agenda représente ainsi une opportunité pour renforcer la cohérence et la complémentarité entre ces processus et construire un monde durable et résilient. Le dernier rapport du GIEC est en effet indéniable : les catastrophes ont vu leur nombre et intensité progresser de façon significative depuis les années 1980. Les liens entre changement climatique et risques de catastrophes météorologiques, hydrologiques et biologiques (sécheresses, inondations, feux, cyclones, glissements de terrain humides, épidémies) sont inextricables. Selon les Nations Unies, 9 catastrophes sur 10 sont maintenant liées au climat, et si les émissions des GES continuent sur cette trajectoire, les impacts du changement climatique seront de plus en plus dommageables<sup>5</sup>. On attend notamment :

- des événements météorologiques extrêmes de plus en plus nombreux et intenses en particulier les inondations et sécheresses,
- des déplacements de populations liés en particulier à la hausse du niveau des mers et à la raréfaction des ressources naturelles devenant catalyseur de conflits sous-jacents,
- une hausse significative de l'intensité moyenne des cyclones,
- des trajectoires et périodes d'occurrence des cyclones de plus en plus incertaines<sup>6</sup>.

<sup>1</sup> Organisation des Nations Unies, *Réduction des risques de catastrophe: Bilan mondial 2009*

<sup>2</sup> IFRC, *World Disasters Report*, 2013

<sup>3</sup> UN Stats - <http://unstats.un.org>: Estimated mid-year world population for 2010 is 6.9 billion.

<sup>4</sup> OECD - <http://stats.oecd.org>: ODA from 1986-2010 totals approximately USD1.7 trillion

<sup>5</sup> Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), *Fifth Assessment Report, Working Group I Report*, 2013.

<sup>6</sup> Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), *Special Report on Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation (SREX). Summary for Policy Makers*, 2011.

**Les impacts des catastrophes touchent particulièrement les plus pauvres:**

- Les pays à bas et moyen revenus ont été touchés par 33% des catastrophes mais paient le plus lourd tribut : 81% des décès.
- Les catastrophes enferment les plus pauvres dans un cercle vicieux de pauvreté. Aux Philippines, les typhons Ondoy et Pepeng ont fait doubler le niveau de pauvreté en 3 ans (de 5,5% à 9,5%).
- Sans action, en 2030, 325 millions de personnes extrêmement pauvres vivront dans 49 pays sujets à des catastrophes naturelles.

Source : Geography of Poverty, Disasters and Climate Extremes in 2030, ODI

D'ici 2030, on estime que les 200-300 millions de personnes exposées aux risques d'inondations, sécheresses, vagues de chaleur en Asie du Sud-Est et Afrique Sub-Saharienne, vont tomber dans l'extrême pauvreté<sup>7</sup>. **D'ici à 2050, la baisse des calories disponibles à cause des sécheresses et de l'augmentation de la température, devraient augmenter la malnutrition infantile de 20%** (comparé à un monde sans changement climatique) dont la moitié en Afrique Sub-Saharienne.<sup>8</sup>

Les impacts du changement climatique demeurent ainsi un **obstacle supplémentaire pour l'éradication de la pauvreté** et l'atteinte des objectifs de développement durable: « Ces changements vont rendre plus difficile la réduction de la pauvreté et mettre en péril les moyens d'existence de millions de personnes », affirme Jim Yong Kim, président du groupe de la Banque Mondiale. « Ils auront également de graves conséquences sur les budgets alloués à l'action de développement ».

## DES FINANCEMENTS INSUFFISANTS

Les pertes liées aux catastrophes coûtent environ 862 milliards de dollars aux PED, soient 30% de l'APD mondiale<sup>9</sup>. Pourtant, moins de 1% (3,7 milliards de dollars) de l'APD mondiale a été orienté vers la RRC dans les 40 pays les plus pauvres et les plus affectés par les catastrophes<sup>10</sup>.

Le changement climatique représente un coût annuel de près de 1,6% du PIB mondial<sup>11</sup>, et pourrait représenter jusqu'à 350 milliards de dollars par an en Afrique d'ici 2070<sup>12</sup>. Les pertes liées aux catastrophes doublent toutes les décennies<sup>13</sup>. L'écart risque donc se creuser entre les besoins et les capacités de réponses humanitaires, et les pertes et dommages irréversibles vont augmenter (coûts humains, perte de territoire et patrimoine culturel).

Dans les deux dernières décennies, sur les 3 000 milliards de dollars d'APD mondiale, 106,7 milliards étaient destinés aux catastrophes : seulement 12,7% de cette fraction étaient alloués à la RRC, contrairement à 21,8% dépensés dans la reconstruction et 65,5% dans la réponse<sup>14</sup>. Pourtant, une étude de CARE International au Niger a montré qu'1€ investi dans l'adaptation permet une économie de 4€ pour les communautés en cas de choc (et jusqu'à 6€ si l'on suit les prévisions actuelles de changement climatique). **Le coût de l'inaction constitue une raison supplémentaire d'agir.**

<sup>7</sup> ODI, *The geography of poverty, disasters and climate extremes in 2030*, 2013

<sup>8</sup> IFPRI, 2009

<sup>9</sup> Jan Kelleth, Alice Caravani, *Financing Disaster Risk Reduction - A 20 year story of international aid*, 2013

<sup>10</sup> D. Sparks, *Aid investments in disaster risk reduction - rhetoric to action*, *Global Humanitarian Assistance*, 2012

<sup>11</sup> *Rapport DARA and ClimateVulnerable Forum*, 2eme édition, 2012

<sup>12</sup> UNEP, AMCEN, *ClimateAnalyticsAfrica Adaptation Gap Report*, 2013

<sup>13</sup> UNISDR, *Global Assessment Report on Disaster Risk Reduction: Revealing Risk, Redefining Development*, Geneva, 2011

<sup>14</sup> Jan Kelleth, Alice Caravani, *Financing Disaster Risk Reduction - A 20 year story of international aid*, 2013

## LES RECOMMANDATIONS DE CARE

### ***Adaptation-RRR-LRRD-Urgences forment un continuum pour la résilience.***

Le manque d'analyse et de prise en compte des risques climatiques actuels et futurs constitue un obstacle au développement. La mise en place de stratégies d'ajustement et/ou de mal-adaptation risque d'exacerber la vulnérabilité des populations face aux risques de catastrophes, et accroître l'intensité des crises humanitaires. A contrario, la prise en compte des risques permet de garantir une durabilité des programmes de développement et des actions de réhabilitation. En agissant en amont des crises grâce à l'intégration des risques climatiques dans les actions de développement, les populations peuvent tendre vers plus de résilience. De même, la prise en compte du changement climatique dans les actions de réhabilitation suite à une urgence favorise la capacité de la population à se prémunir des risques futurs.

**CARE encourage les gouvernements à suivre les recommandations suivantes pour limiter les pertes humaines, économiques et non-économiques liées aux catastrophes naturelles et les coûts liés à la réponse aux urgences :**

- ❖ **Réduire** drastiquement **les émissions de gaz à effets de serre** et sortir des énergies fossiles pour garantir un futur bas carbone et ainsi limiter l'augmentation des risques de catastrophes naturelles.
- ❖ **Augmenter significativement les financements** pour l'adaptation au changement climatique (pour atteindre au moins 50 milliards de dollars par an d'ici 2020) et la réduction des risques. Ces financements doivent être **flexibles, additionnels** et s'inscrire dans la durée;
- ❖ S'assurer de la cohérence et la non-duplication des efforts financiers et humains entre les différents processus de planification existants (plans nationaux de réductions des risques, plans d'adaptation, plans de développement intégrant ces risques) pour garantir l'utilisation efficace des ressources et optimiser les impacts sur les populations.
- ❖ **Instaurer une culture de la résilience** dans tous les secteurs grâce à l'intégration de la réduction des risques dans les programmes de développement et notamment scolaires, la planification sectorielle, le renforcement de capacités et s'attaquer notamment aux problèmes de gouvernance et de redevabilité comme l'accès à la terre et le mauvais aménagement du territoire. **Prendre particulièrement en compte le changement climatique et/ou la réduction des risques dans les actions de réhabilitation** aussi tôt que possible après une urgence (3 mois maximum) pour favoriser la capacité de la population à se prémunir des risques futurs.
- ❖ **Assurer la participation des populations les plus vulnérables et réduire les inégalités de genre** à toutes les étapes des processus (identification, cadres logiques, mise en œuvre, suivi-évaluation). Des indicateurs sur l'évolution des inégalités de genre devraient être systématiquement intégrés aux projets financés.
- ❖ **Articuler savoirs traditionnels et innovations scientifiques** pour renforcer la disponibilité et **l'accès à l'information climatique ainsi que la mise en place de systèmes d'alerte précoce**. L'utilisation de ces systèmes pour déclencher des actions de prévention avant qu'une crise ne frappe est primordiale. *On assiste trop souvent au déblocage des financements une fois la crise déclarée.*
- ❖ **S'assurer de l'intégration des pertes et dommages** dans l'accord de Paris.

## LE TRAVAIL DE CARE AUX PHILIPPINES

### SE PREPARER EN AMONT

Le super **typhon Haiyan aux Philippines** en 2013 a touché environ 16 millions de personnes. Grâce au déploiement d'une stratégie intégrée de réduction des risques de catastrophes (RRC) développée par CARE depuis 2007, les bénéficiaires formés ont pu réagir aux systèmes d'alertes et mieux minimiser les impacts car elles étaient déjà préparées aux actions à mener.

Grâce à l'identification des risques de manière participative, à la mise en place d'exercices de simulation et à l'intégration de la RRC dans les plans de développement du Département de l'Intérieur et des gouvernements locaux, les programmes scolaires et les programmes de sécurité alimentaire, **les populations ont pu évacuer de manière préventive leurs villages et déployer leurs plans de gestion des risques.** Les populations évacuées ont témoigné leur confiance vis-à-vis de cette pratique, car ils étaient familiarisés avec ces gestes. Les agents formés durant le projet sont devenus les points focaux pour les distributions de nourriture et biens de première nécessité pendant le typhon. Auparavant, la défiance des habitants vis-à-vis des autorités représentait un blocage quant à leur évacuation, craignant que celle-ci ne soit pas bien menée et que leurs besoins de base ne soient pas pris en compte. Grâce à une meilleure communication et coopération entre tous les échelons, les communautés sont désormais plus à l'écoute des messages. Des réunions municipales annuelles permettent de partager des analyses des risques et planifier en ce sens. **Les habitants de la communauté Tambis ont comparé leurs capacités à rebondir : en 1982, ils avaient pour moyen de survie uniquement la collecte des noix de coco flottantes ; désormais, ils bénéficient de stratégies pour faire face, comme a montré la réponse à Haiyan.**

Grâce au plaidoyer fait au sein du cluster Shelter auprès du gouvernement Philippin, le gouvernement a encouragé les communautés à reconstruire leur maison en dehors des zones à risques, en fonction des cartographies des risques identifiés. La programmation Réduction des Risques de Catastrophes de CARE à Saint Bernard a remporté une lettre du mérite pour le Sasakawa Award pour la RRC présenté lors de la 4ème session de la plateforme globale des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophes en 2013.

*Toutefois, la disponibilité des ressources financières pour mettre en œuvre les activités identifiées en amont par les communautés et gouvernements est une clé pour construire un environnement favorable à la RRC. Si ces moyens avaient été disponibles pour dupliquer les exercices de simulation, améliorer des pratiques agricoles et de captage d'eau de pluie ou encore renforcer les maisons, les coûts du typhon auraient été probablement plus faibles.*

### INTEGRER LA RRC DANS LA REPONSE A L'URGENCE:

Venia Gresda, 42 ans, habite le village de San Miguelay dans la province de Leyte. La majorité des habitations de son village ont été détruites lors du passage d'Haiyan. Elle travaille avec les maçons du village pour faire le suivi de la reconstruction dans son village.

« Chaque jour, je vais faire le tour des maisons, qu'il y ait du soleil ou qu'il pleuve. Je ferai tout mon possible pour que nous reconstruisions des maisons plus sûres et que nous soyons mieux protégés surtout si la fréquence des tempêtes augmente. C'est particulièrement vrai pour les familles ayant des enfants en bas âge, j'ai peur qu'ils restent dans des maisons de fortune, exposés à la fureur des éléments. »



## **REDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES A MADAGASCAR**

Les 4 phases du **programme DIPECHO** (2009-2015) sur la Côte Est de Madagascar ont mis en lumière une approche multirisque et intégrée.

Le renforcement institutionnel et l'implication des communautés ont constitué une clé pour la pérennité et la capacité à répliquer les actions. Des comités de gestion des risques constitués à tous les échelons institutionnels (locaux, municipaux, départementaux, régionaux) ont été créés pour mettre en place des plans de RRC/matrices de contingence prenant en compte les enjeux climatiques de long terme. Ces plans identifiés suite aux études de vulnérabilité participatives sont révisés régulièrement. Si la côte Est du pays est réputée pour ses cyclones, les impacts des changements climatiques et du déboisement ont provoqué une diversification des risques, notamment avec l'apparition de risques de sécheresses, jusqu'alors méconnue par la population.

Un des défis majeurs pour les communautés concerne la concordance des périodes de soudure et des périodes cycloniques. La diversification des sources de revenus, des cultures et des variétés agricoles ont constitué une part importante du projet. Grâce à l'introduction de techniques améliorées, les rendements plus élevés ont pu alimenter les marchés locaux.

L'introduction des semences d'ignames et patates douces, plus résistantes aux sécheresses et inondations et dotées de meilleures qualités nutritionnelles, ont impacté de manière positive la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Grâce aux techniques de conservation, les ménages peuvent désormais stocker l'igname pendant 12 mois sans perdre leur valeur nutritive, et diversifier leur alimentation tout au long de l'année. L'introduction de semences de riz à cycle court n'a pas remplacé les productions à cycle conventionnel, de manière à se prémunir des risques liés aux variations pluviométriques (inondations ou déficit pluviométrique), et respecter les préférences alimentaires des populations. Des formations sur le séchage et la transformation des fruits et tubercules ont facilité une commercialisation des produits, de même qu'une disponibilité de denrées alimentaires tout au long de l'année.

Des groupements producteurs de semences de riz à cycle court approvisionnent des Greniers Communautaires qui constituent des stocks de pré-positionnement (*paddy* et semences) pendant la période à risque. Grâce à la constitution de *groupe villageois d'Épargne et de crédit*, principalement pour les femmes vulnérables dans des zones enclavées, ainsi que la formation des membres sur la RRC, les bénéficiaires ont pu développer des activités génératrices de revenus (ventes de fripes, activités maraîchères, petit élevage,...).

La formation de charpentiers, l'intégration des liens RRC-changements climatiques dans les programmes scolaires, la diffusion des gestes à adopter en cas de catastrophes (radio, chants,...) et l'intégration de la RRC dans les activités agricoles ont facilité l'appropriation d'une culture de la résilience par toute la population, désormais moins vulnérables aux chocs. Un succès majeur du programme est lié à la répliquabilité des activités, que ce soit la plantation de mangroves et brise-vent, culture et conservation de tubercule, démonstration de SRI,...

Les évaluations du programme ont toutefois souligné les blocages dus au manque de financements des plans RRC. Lorsque les comités sont constitués, les plans sont mis en œuvre par l'effort de la communauté –participation financière, solidarité, contribution non monétaire ou encore AGR mis en place par les CLGRC. Ces ressources limitées se répercutent sur les moyens d'action des communautés à se prémunir des risques.

### **CONTACTS :**

**CARE France:** Laury-Anne Bellessa, Chargée des relations medias, 00 33 1 53 19 89 92, [bellessa@carefrance.org](mailto:bellessa@carefrance.org)

**CARE Philippines:** Dennis Amata, Chargé d'informations, +63 (02) 376-1003, +63 917 510 81 50, [dennis.amata@care.org](mailto:dennis.amata@care.org)